CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.873/2/V
du 31 août 2016

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.873/2/V
van 31 augustus 2016

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten'

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

Le 19 juillet 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit (*) jusqu'au 2 septembre 2016, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 31 août 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, président, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Wanda VOGEL, conseiller d'État, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 31 août 2016.

(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

Op 19 juli 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege (*) verlengd tot 2 september 2016, een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 31 augustus 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, voorzitter, Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Wanda VOGEL, staatsraad, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 31 augustus 2016.

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1er, il convient de mentionner les modifications respectives apportées aux articles 4, 6 et 38 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 'portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale' par les ordonnances du 14 avril et du 20 juillet 2016 [1].

2. À l'alinéa 3, la mention de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 'fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés' doit être omise. En effet cet arrêté n'est pas modifié par le projet.

Par contre, il convient d'y mentionner l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 avril 2016 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés', dont les articles 25 à 28 sont abrogés par l'article 78 du projet examiné.

3. À l'alinéa 4, il y a lieu de mieux identifier le test genre en en mentionnant la date.

4. Il convient également d'insérer dans le préambule un alinéa consacré au visa de l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

5. La mention du ministre proposant fait défaut [2].

6. La mention de la délibération collégiale fait défaut [3].

[1] Ordonnances du 14 avril 2016 et du 20 juillet 2016 'portant modification de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière'. *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27.

[2] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 41, formule F 3-8-2.

[3] *Ibid.* Formules F 3-9-2 et F 8.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

7. Dans la formule introductive du dispositif, il y a lieu d'écrire « Arrête » [4].

DISPOSITIF

Article 1er

1. S'agissant de la définition proposée par le 2°, il est renvoyé à l'observation formulée sous les articles 31 et 32 du projet.

2. Au 3°, il convient d'omettre la référence à l'article 38, § 1er, de l'ordonnance.

En effet, cette référence perd toute pertinence en raison du remplacement de l'article 38, § 1er, de l'ordonnance du 22 janvier 2009, par l'ordonnance modificative du 20 juillet 2016.

3. Au 4°, la référence faite à l'article 38, § 2, de l'ordonnance, appelle la même observation.

Article 3

Dans la version française, le membre de phrase liminaire de l'article 3 du projet doit être revu car ce dernier ne tend pas à remplacer l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2013, mais à y apporter six modifications.

Article 6

1. Le membre de phrase liminaire de l'article 6 du projet doit être corrigé, en français.

2. Afin de traduire l'intention exprimée dans le commentaire de la disposition, la seconde phrase de l'article 7, alinéa 2, en projet serait mieux rédigée comme suit :

« Si le stationnement continue, une invitation au paiement d'une deuxième redevance forfaitaire peut intervenir [la suite comme au projet] ».

Article 17

L'article 30, § 1er, alinéa 3, en projet de l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2013 énonce que la durée maximale du stationnement est limitée à une heure (au lieu de six) sur la partie de la zone « évènement » qui remplace temporairement une zone bleue ou non-réglementée.

[4] *Ibid.* Formules F 3-10-2 et F 8.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

Pour ce qui concerne la partie de la zone « évènement » qui remplace temporairement une zone non-réglementée, la section de législation n'aperçoit, en outre, pas quelle serait la disposition qui déterminerait le commencement de la durée de stationnement dans cette zone.

Article 26

1. L'article 43, § 1er, alinéa 1er, en projet de l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2013 énonce :

> « Art. 43. § 1er. Les cartes de dérogation sont délivrées par le collège des bourgmestre et échevins, à moins que les communes n'aient délégué cette tâche à l'Agence du stationnement conformément à l'article 6 alinéa 5 de l'Ordonnance ».

Il convient ici de relever tout d'abord que l'article 6 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 ne comprend que quatre alinéas. Ensuite, il doit être remarqué que cet article 6, alinéa 4, ne vise pas l'hypothèse de la délégation à l'Agence du stationnement de la délivrance des cartes de dérogations communales, mais bien la faculté, pour le Gouvernement, d'octroyer à l'Agence du stationnement ou aux communes la compétence de délivrer des cartes de dérogation qui s'appliquent sur le territoire de plusieurs communes.

Dès lors, la section de législation n'aperçoit pas quelle serait la disposition de l'ordonnance du 22 janvier 2009 qui permettrait aux communes de déléguer à l'Agence du stationnement la compétence de délivrer les cartes de dérogations communales.

La suite du projet sera revue à la lumière de cette observation.

2. À l'article 43, § 2, en projet, les mots « alinéa 5 » doivent être remplacés par « alinéa 4 ».

3. Le commentaire de l'article 26 du projet figurant dans le dossier joint à la demande d'avis [5] précise la portée de la compétence octroyée à l'Agence du stationnement en matière de délivrance des cartes de dérogation qui s'appliquent sur le territoire de plusieurs communes, dans les termes suivants :

> « Il a été décidé que seule l'Agence du stationnement est compétente pour la délivrance de cartes de dérogation qui sont valables sur le territoire de plus d'une commune. *In casu*, il s'agit des cartes de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents », « prestataires de soins médicaux à domicile », « personnes handicapées » et « voiture partagée » dès lors que ces cartes de dérogation sont valables sur toutes les mailles de la Région de Bruxelles-Capitale.
>
> Le Collège des bourgmestre et échevins reste bien compétent pour délivrer les cartes de dérogation « riverain » et « professionnel » pour un secteur de stationnement qui est valable sur le territoire de plus d'une commune, [...] ».

[5] Ce document, qui comprend un commentaire général et un commentaire des articles, ne porte pas de titre. Il se présente cependant comme un projet de rapport au Gouvernement, dont la publication doit être conseillée eu égard à la complexité et à la mutabilité de la réglementation du stationnement.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

Ce n'est pas en ce sens que l'article 43, § 2, en projet est rédigé puisque dans l'hypothèse envisagée « seule l'Agence du stationnement » est compétente.

Le texte de la disposition doit être rédigé conformément à l'intention de son auteur.

Article 29

À l'article 29 du projet, les mots « chapitre IV » doivent être remplacés par « chapitre VI ».

Articles 30 et 31

1. À l'article 46, § 1er, en projet, les mots « de préférence sur la base du découpage en mailles » doivent être omis à l'instar du texte néerlandais.

2. Les articles 46 et 46*bis*, en projet de l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2013 décrivent la procédure d'établissement des mailles, lesquelles servent de base pour définir le secteur de stationnement attaché à chaque carte de dérogation « riverain » ou « professionnel », sauf en cas de division du territoire communal en secteurs de stationnement « fixes ».

La définition de la nouvelle notion de « secteur de stationnement et maille » est donnée à l'article 1er, 2°, du projet (article 1er, 5°, en projet, de l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2013), lequel énonce :

> « 2° le 5° est remplacé par ce qui suit : «Secteur de stationnement et maille : la zone géographique qui délimite les voies sur lesquelles la carte de dérogation est valable. Chaque secteur de stationnement est composé de différent(e)s mailles sauf si le Conseil communal décide d'appliquer des secteurs de stationnement fixes conformément à l'article 46*ter* ».

L'article 46*bis*, § 1er, alinéa 2, en projet précise :

> « Pour les cartes de dérogation « riverain » et « professionnel », le secteur de stationnement est défini sur la base de la maille de stationnement dans laquelle le domicile, le siège social ou le siège d'exploitation se trouve, complété à chaque fois par les mailles de stationnement limitrophes ayant au moins deux frontières avec la maille de stationnement dans laquelle se trouve le domicile, le siège social ou le siège d'exploitation ».

Les termes « deux frontières » utilisés dans cette disposition gagneraient à être explicités, soit dans le dispositif du projet, soit, à tout le moins, dans son commentaire, si ce dernier est publié en tant que rapport au Gouvernement. La nouvelle notion de « maille » devrait également y être mieux définie.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

Article 32

L'article 46*ter*, en projet définit la procédure de fixation des « secteurs de stationnement fixes », lesquels sont présentés comme une dérogation aux règles prévues aux articles 46 et 46*bis* en projet.

La section de législation n'aperçoit dès lors pas la raison de la référence faite aux « mailles de stationnement » dans le texte français [6] de cet article 46*ter*, § 2, alinéa 6, et § 3, en projet.

Le rapport entre secteurs de stationnement fixes et mailles gagnerait à être mieux expliqué, le cas échéant, dans le commentaire des articles.

Article 33

À l'article 33 du projet, il semble que le nouvel alinéa 3 soit destiné à remplacer l'actuel alinéa 3 de l'article 47 de l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2013.

Le membre de phrase liminaire de cet article doit donc être revu.

Article 36

L'article 50 en projet de l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2013 prévoit une exception à la règle selon laquelle il ne peut être délivré qu'une seule carte de dérogation « riverain » par véhicule. Cette exception concerne les véhicules utilisés dans le cadre « d'un système de partage de voiture pour les particuliers ».

Cette exception n'est applicable qu'aux véhicules partagés par au moins trois utilisateurs. La section de législation n'aperçoit cependant pas ce qui justifie que ces trois utilisateurs doivent tous être domiciliés dans une commune de la Région de Bruxelles-Capitale, discriminant ainsi les personnes qui font le choix de partager un véhicule avec une troisième personne non domiciliée dans la Région de Bruxelles-Capitale [7].

Sauf justification admissible, cette exigence de domiciliation sera donc omise des alinéas 2 et 3 de l'article 50 en projet.

Article 45

Il semble que l'article 45 du projet doive être compris comme visant à abroger tant l'intitulé de la sous-section 1re de la section 5 du chapitre VI de l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2013, que son (unique) article 61.

[6] Le texte néerlandais du projet utilise l'expression « vaste parkeersectoren ».

[7] S'agissant de délivrer plus d'une carte de dérogation pour un même véhicule, il va de soi que deux personnes doivent, au moins, être domiciliées dans des secteurs de stationnement distincts de la Région de Bruxelles-Capitale.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

Quoi qu'il en soit, cette disposition doit être revue afin de mieux en exprimer la portée.

Article 48

Selon le commentaire de l'article 48 du projet, cette disposition ne vise que les médecins généralistes et les pédiatres. Le terme « généraliste » n'est toutefois pas repris dans le texte français de cet article.

Il convient de veiller à assurer la concordance de la disposition examinée avec son commentaire.

Articles 50 et 58

1. Dans le membre de phrase liminaire de l'article 50 du projet, il y a lieu d'écrire « par l'article 46 » au lieu de « par l'article 44 ».

2. La même observation vaut également à l'article 58 du projet pour les mots « inséré par l'article 54 ».

Article 72

1. L'article 84, § 1er, 1°, en projet de l'arrêté du 18 juillet 2013 prévoit que les « entreprises » pouvant bénéficier des cartes de dérogation « professionnel » doivent s'entendre comme comprenant notamment « les établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes ».

Or, la loi du 4 mars 1870 'sur le temporel des cultes', telle qu'elle est en vigueur en Région de Bruxelles-Capitale, ne concerne plus le culte islamique, qui relève de l'ordonnance du 29 juin 2006 'relative à l'organisation et au fonctionnement du culte islamique' et n'est donc applicable qu'aux cultes catholique, protestant, anglican, israélite et orthodoxe.

La disposition à l'examen doit donc également renvoyer à l'ordonnance du 29 juin 2006.

Elle doit également faire état des établissements d'assistance morale du Conseil central laïque, chargés par l'article 5 de la loi du 21 juin 2002 'relative au Conseil central des Communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique, aux délégués et aux établissements chargés de la gestion des intérêts matériels et financiers des communautés philosophiques non confessionnelles reconnues' de la gestion des intérêts matériels et financiers de la communauté philosophique non confessionnelle reconnue et des services d'assistance morale reconnus.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

2. Dans le texte français de l'article 84, § 2, en projet, les mots « soit d'un plan de transport scolaire ou d'affaires » doivent être remplacés par « soit d'un plan de déplacement scolaire ou d'entreprises » afin de respecter la terminologie déjà utilisée [8].

Article 74

L'article 87 en projet de l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2013 fixe le montant de la redevance due pour la délivrance des cartes de dérogation « professionnel » aux différentes catégories de bénéficiaires.

Le fait de prévoir des tarifs progressifs selon le nombre de cartes de dérogation demandées (article 87, alinéa 1er, 1°, tirets 1er à 4, en projet) ou des tarifs différents pour des cartes de dérogation « professionnel » destinées soit à un usage fixe, soit à un usage itinérant (article 87, alinéa 1er, 1° et 2°, en projet) ne pose pas de difficultés dans le contexte de la fixation d'une redevance de stationnement.

Le montant de la redevance devant être lié à la valeur du service concerné, la section de législation n'aperçoit par contre pas de justification admissible à la différence de traitement opérée à l'article 87, alinéa 1er, 3°, en projet au bénéfice des seules catégories d'utilisateurs de cartes de dérogation « professionnel » définies à l'article 84, § 1er, 3° et 4°, en projet [9].

Il ne semble en effet pas y avoir de différence, quant à la valeur du service dont la redevance est la contrepartie, entre, d'une part, les demandeurs de cartes de dérogation « professionnel » visés à l'article 87, alinéa 1er, 3°, en projet, et, d'autre part, ceux visés à l'article 87, alinéa 1°, 1°, en projet.

L'article 74 du projet ainsi que, le cas échéant, son article 72 doivent être revus à la lumière de cette observation.

Article 77

À l'alinéa 2, la section de législation s'interroge sur le maintien en vigueur de l'article 94 de l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2013.

[8] Voir l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juin 2013 'relatif aux plans de déplacements scolaires', ainsi que l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 'relatif aux plans de déplacements d'entreprises'.

[9] Il s'agit des membres du personnel des établissements d'enseignement et de certaines crèches, ainsi que des zones de police, et par répercussion, leurs employeurs respectifs.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

OBSERVATIONS FINALES

1. Le projet examiné ne comporte pas de disposition fixant sa date d'entrée en vigueur. Celui-ci entrera donc en vigueur le dixième jour après celui de sa publication [10].

Comme l'indique la demande d'avis, le projet examiné s'intègre cependant dans le cadre de l'exécution de l'ordonnance du 22 janvier 2009, telle que modifiée dernièrement par l'ordonnance du 20 juillet 2016 'portant modification de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière' ; l'article 18, § 1er, de cette dernière, dispose ce qui suit :

> « Art. 18. § 1er. Les chapitres Ier et II entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et au plus tard de 1er janvier 2017 ».

Pour assurer la cohérence des dates d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 20 juillet 2016 et du projet d'arrêté examiné, il convient :

- soit de ne pas faire entrer en vigueur le projet d'arrêté examiné avant le 1er janvier 2017, en y insérant une disposition expresse en ce sens ou en en retardant la publication officielle ;

- soit de faire entrer en vigueur les chapitres Ier et II de l'ordonnance du 20 juillet 2016 et le projet d'arrêté examiné à une date antérieure au 1er janvier 2017, en mettant en œuvre l'habilitation donnée par l'article 18, § 1er, de cette ordonnance.

Dans ce dernier cas, cette dernière disposition devra également être visée dans le préambule du projet.

2. La qualité rédactionnelle de ce projet laisse grandement à désirer, il est recommandé à l'auteur du texte de le relire soigneusement [11].

*

[10] Loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', article 39, alinéa 3.

[11] Voir par exemple, dans le texte français, à l'article 1er, 2°, du projet « différents mailles » au lieu de « différentes mailles » ou à l'article 38 « un maille ».

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid moeten de wijzigingen worden vermeld die in respectievelijk de artikelen 4, 6 en 38 van de ordonnantie van 22 januari 2009 'houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap' zijn aangebracht bij de ordonnanties van 14 april 2016 en 20 juli 2016.[1]

2. In het derde lid moet de vermelding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 'houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen' worden weggelaten. Dat besluit wordt door het ontwerp immers niet gewijzigd.

Daarentegen moet in dat derde lid melding worden gemaakt van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 april 2016 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaats aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen', waarvan de artikelen 25 tot 28 worden opgeheven bij artikel 78 van het voorliggende ontwerp.

3. In het vierde lid moet de gendertest nader worden omschreven door de datum ervan op te geven.

4. In de aanhef moet ook een lid worden ingevoegd om te verwijzen naar het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

[1] Ordonnanties van 14 april 2016 en van 20 juli 2016 'tot wijziging van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap en van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens'. *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 27.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

5. De vermelding van de voordragende minister ontbreekt.[2]

6. De vermelding van de collegiale beraadslaging ontbreekt.[3]

7. In de Franse tekst van de inleiding van het dispositief moet "Arrête" worden geschreven.[4]

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In verband met de definitie die in de bepaling onder 2° wordt voorgesteld, wordt verwezen naar de opmerking over de artikelen 31 en 32 van het ontwerp.

2. In de bepaling onder 3° moet de verwijzing naar artikel 38, § 1, van de ordonnantie worden weggelaten.

Die verwijzing klopt immers in het geheel niet meer doordat artikel 38, § 1, van de ordonnantie van 22 januari 2009 is vervangen bij de wijzigingsordonnantie van 20 juli 2016.

3. Eenzelfde opmerking geldt ten aanzien van de verwijzing naar artikel 38, § 1, van de ordonnantie, in de bepaling onder 4°.

Artikel 3

De inleidende zin van de Franse tekst van artikel 3 van het ontwerp moet worden herzien, aangezien dat artikel er niet toe strekt artikel 4 van het besluit van de Regering van 18 juli 2013 te vervangen, maar daarin zes wijzigingen aan te brengen.

Artikel 6

1. De inleidende zin van de Franse tekst van artikel 6 van het ontwerp moet worden verbeterd.

2. Om de bedoeling weer te geven die in de bespreking van de bepaling naar voren komt, zou de tweede zin van het ontworpen artikel 7, tweede lid, beter als volgt worden gesteld:

> "Indien het voertuig geparkeerd blijft staan, wordt ten vroegste 4 uur en 30 minuten na het overmaken van de uitnodiging tot betaling van de eerste forfaitaire retributie een uitnodiging tot betaling van een tweede forfaitaire retributie overgemaakt."

[2] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 41, formule F 3-8-2.

[3] *Ibid.*, formules F 3-9-2 en F 8.

[4] *Ibid.*, formules F 3-10-2 en F 8.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

Artikel 17

In het ontworpen artikel 30, § 1, derde lid, van het besluit van de Regering van 18 juli 2013 wordt bepaald dat, in het gedeelte van de "evenementenzone" dat tijdelijk een blauwe zone of niet-gereglementeerde zone vervangt, de maximale parkeertijd beperkt is tot een periode van één uur (in plaats van zes uur).

De afdeling Wetgeving ziet bovendien niet in bij welke bepaling het begin van de parkeertijd zou worden vastgesteld voor het gedeelte van de "evenementenzone" dat tijdelijk een blauwe zone of niet-gereglementeerde zone vervangt.

Artikel 26

1. Het ontworpen artikel 43, § 1, eerste lid, van het besluit van de Regering van 18 juli 2013 bepaalt het volgende:

> "Art. 43. § 1. De vrijstellingskaarten worden uitgereikt door het college van burgemeester en schepenen, tenzij de gemeenten deze opdracht overeenkomstig artikel 6, vijfde lid van de Ordonnantie hebben overgedragen aan het Parkeeragentschap."

Allereerst moet hier worden opgemerkt dat artikel 6 van de ordonnantie van 22 januari 2009 slechts vier leden bevat. Vervolgens wordt erop gewezen dat dit artikel 6, vierde lid, geen betrekking heeft op het geval waarin aan het Parkeeragentschap de opdracht wordt verleend om gemeentelijke vrijstellingskaarten uit te reiken, maar wel op de mogelijkheid die de Regering heeft om aan het Parkeeragentschap of aan de gemeenten de bevoegdheid toe te wijzen om vrijstellingskaarten uit te reiken die op het grondgebied van meer dan één gemeente gelden.

De afdeling Wetgeving ziet bijgevolg niet in op basis van welke bepaling van de ordonnantie van 22 januari 2009 de gemeenten aan het Parkeeragentschap de bevoegdheid zouden kunnen overdragen om de gemeentelijke vrijstellingskaarten uit te reiken.

Het vervolg van het ontwerp moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

2. In het ontworpen artikel 43, § 2, moeten de woorden "vijfde lid" worden vervangen door de woorden "vierde lid,".

3. In de bespreking van artikel 26 van het ontwerp, die zich bevindt in het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd,[5] wordt de reikwijdte van de bevoegdheid die aan het Parkeeragentschap wordt verleend inzake het uitreiken van vrijstellingskaarten die gelden voor het grondgebied van meer dan één gemeente als volgt verduidelijkt:

> "Er wordt besloten dat enkel het Parkeeragentschap bevoegd is voor de uitreiking van de vrijstellingskaarten die geldig zijn op het grondgebied van meer dan één gemeente. *In casu* gaat het om de vrijstellingskaarten 'zorgverlener van dringende medische hulp',

[5] Dat document, dat een algemeen gedeelte en een artikelsgewijze bespreking bevat, draagt geen opschrift. Het ziet er echter uit als een ontwerp van verslag aan de Regering, een document waarvan het aan te raden is het bekend te maken, gelet op de complexiteit en de veranderlijkheid van de parkeerregelgeving.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

'medische zorgverlener aan huis', 'personen met een handicap' en 'autodelen', nu deze vrijstellingskaarten in alle deelsectoren van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geldig zijn.

(…) het college van burgemeester en schepenen [blijft] wel bevoegd om de vrijstellingskaarten, 'buurtbewoner' en 'professioneel' uit te reiken voor een parkeersector die op het grondgebied van meer dan één gemeente is gelegen."

Het ontworpen artikel 43, § 2, is evenwel niet in die zin gesteld, aangezien in het beschouwde geval "enkel het Parkeeragentschap" bevoegd is.

De bepaling moet worden geredigeerd overeenkomstig de bedoeling van de steller ervan.

Artikel 29

In artikel 29 van het ontwerp moeten de woorden "hoofdstuk IV" worden vervangen door de woorden "hoofdstuk VI".

Artikelen 30 en 31

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 46, § 1, moeten, naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst, de woorden "de préference sur la base du découpage en mailles" worden weggelaten.

2. In de ontworpen artikelen 46 en 46*bis* van het besluit van de Regering van 18 juli 2013 wordt de procedure beschreven voor het vaststellen van de deelsectoren op basis waarvan de parkeersector wordt bepaald waaraan elke vrijstellingskaart "buurtbewoner" en "professioneel" gekoppeld is, behalve wanneer het grondgebied van de gemeente verdeeld is in "vaste" parkeersectoren.

De definitie van het nieuwe begrip "parkeersector en deelsector" wordt gegeven in artikel 1, 2°, van het ontwerp (ontworpen artikel 1, 5°, van het besluit van de Regering van 18 juli 2013) en luidt als volgt:

"2° de bepaling onder 5° wordt vervangen als volgt: 'Parkeersector en deelsector: de geografische zone die de grenzen afbakent waarbinnen de vrijstellingskaarten geldig zijn. Iedere Parkeersector bestaat uit meerdere deelsectoren tenzij de Gemeenteraad beslist om toepassing te maken van vaste parkeersectoren overeenkomstig artikel 46*ter*'."

Het ontworpen artikel 46*bis*, § 1, tweede lid, bepaalt het volgende:

"Voor de vrijstellingskaarten 'buurtbewoner' en 'professioneel' wordt de parkeersector bepaald op basis van de deelsector waarin de verblijfplaats, de maatschappelijke zetel of de exploitatiezetel zich bevindt, aangevuld met telkens aangrenzende deelsectoren waarvan er minstens twee grenzen aan de deelsector waarin de verblijfplaats, de maatschappelijke zetel of de exploitatiezetel zich bevindt."

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

De woorden "deux frontières" in de Franse tekst van die bepaling zouden moeten worden geëxpliciteerd in het dispositief van het ontwerp of op zijn minst in de bespreking, indien die als verslag aan de Regering wordt bekendgemaakt. Ook het nieuwe begrip "deelsector" zou daarin duidelijker moeten worden omschreven.

Artikel 32

In het ontworpen artikel 46*ter* wordt bepaald volgens welke procedure "vaste parkeersectoren" worden vastgelegd die worden voorgesteld als een afwijking van de regels vervat in de ontworpen artikelen 46 en 46*bis*.

Het is de afdeling Wetgeving dan ook niet duidelijk waarom in de Franse tekst[6] van dat ontworpen artikel 46*ter*, § 2, zesde lid, en § 3, wordt verwezen naar "mailles de stationnement".

De steller van het ontwerp zou er goed aan doen het verband tussen vaste parkeersectoren en deelsectoren beter uit te leggen, in voorkomend geval in de artikelsgewijze bespreking.

Artikel 33

In artikel 33 van het ontwerp moet het nieuwe derde lid blijkbaar in de plaats komen van het huidige derde lid van artikel 47 van het besluit van de Regering van 18 juli 2013.

De inleidende zin van dat artikel moet dan ook worden herzien.

Artikel 36

Het ontworpen artikel 50 van het besluit van de Regering van 18 juli 2013 voorziet in een uitzondering op de regel dat slechts één vrijstellingskaart "buurtbewoner" per voertuig kan worden uitgereikt. Die uitzondering heeft betrekking op voertuigen die worden gebruikt in het kader van "een systeem van autodelen voor particulieren".

Die uitzondering geldt alleen voor voertuigen die door ten minste drie gebruikers worden gedeeld. Het is de afdeling Wetgeving echter niet duidelijk hoe kan worden gerechtvaardigd dat die drie gebruikers alle drie gedomicilieerd moeten zijn in een gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aangezien aldus de personen worden gediscrimineerd die ervoor opteren een voertuig te delen met een derde persoon die niet in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gedomicilieerd is.[7]

[6] In de Nederlandse tekst van het ontwerp wordt de uitdrukking "vaste parkeersectoren" gebruikt.

[7] Aangezien het de bedoeling is om meer dan één vrijstellingskaart uit te reiken voor hetzelfde voertuig, moeten uiteraard ten minste twee personen gedomicilieerd zijn in onderscheiden parkeersectoren van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

Tenzij er daarvoor een aanvaardbare reden bestaat, behoort dat domiciliëringsvereiste dus te worden weggelaten in het tweede en derde lid van het ontworpen artikel 50.

Artikel 45

Artikel 45 van het ontwerp moet blijkbaar aldus worden begrepen dat het strekt tot het opheffen van het opschrift van onderafdeling 1 van hoofdstuk VI van afdeling 5, van het besluit van de Regering van 18 juli 2013 en van artikel 61, de enige bepaling van die onderafdeling.

Wat er ook van zij, behoort deze bepaling aldus te worden herzien dat de strekking ervan beter tot uiting komt.

Artikel 48

Luidens de bespreking van artikel 48 van het ontwerp heeft die bepaling alleen betrekking op huisartsen en pediaters. De term "généraliste" ontbreekt evenwel in de Franse tekst van dat artikel.

Er dient te worden gezorgd voor overeenstemming tussen de voorliggende bepaling en de bespreking ervan.

Artikelen 50 en 58

1. In de inleidende zin van artikel 50 van het ontwerp schrijve men "bij artikel 46" in plaats van "bij artikel 44".

2. Dezelfde opmerking geldt eveneens voor artikel 58 van het ontwerp, voor de woorden "ingevoegd bij artikel 54".

Artikel 72

1. Het ontworpen artikel 84, § 1, 1°, van het besluit van 18 juli 2013 bepaalt dat met "ondernemingen" die in aanmerking kunnen komen voor vrijstellingskaarten "professioneel" inzonderheid worden bedoeld "de instellingen voorbehouden aan de erediensten die beoogd worden door de Wet op de temporaliën der erediensten".

De wet van 4 maart 1870 'op het tijdelijke der eerediensten', zoals die van kracht is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, heeft evenwel geen betrekking meer op de islamitische eredienst, waarop de ordonnantie van 29 juni 2006 'betreffende de inrichting en de werking van de islamitische eredienst' van toepassing is, en is dus alleen toepasselijk op de katholieke, protestantse, anglicaanse, israëlitische en orthodoxe erediensten.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

In de voorliggende bepaling moet dan ook eveneens verwezen naar de ordonnantie van 29 juni 2006.

Er moet eveneens melding worden gemaakt van de instellingen voor morele dienstverlening van de Centrale Vrijzinnige Raad, die bij artikel 5 van de wet van 21 juni 2002 'betreffende de Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen van België, de afgevaardigden en de instellingen belast met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen' belast zijn met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschap en van de erkende centra morele dienstverlening.

2. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 84, § 2, moeten de woorden "soit d'un plan de transport scolaire ou d'affaires" worden vervangen door "soit d'un plan de déplacement scolaire ou d'entreprises", met inachtneming van de reeds gebruikte terminologie.[8]

Artikel 74

In het ontworpen artikel 87 van het besluit van de regering van 18 juli 2013 wordt het bedrag bepaald van de retributie die verschuldigd is voor de uitreiking van vrijstellingskaarten "professioneel" aan de verschillende categorieën van begunstigden.

Het feit dat wordt voorzien in progressieve tarieven naargelang het aantal vrijstellingskaarten dat wordt gevraagd (ontworpen artikel 87, eerste lid, 1°, eerste tot vierde streepje) of in verschillende tarieven voor vrijstellingskaarten "professioneel" die bestemd zijn voor gebruik hetzij in één parkeersector, hetzij in meerdere parkeersectoren (ontworpen artikel 87, eerste lid, 1° en 2°) levert geen moeilijkheden op voor het vaststellen van een parkeerretributie.

Aangezien het bedrag van de retributie gekoppeld moet zijn aan de waarde van de dienst in kwestie, ziet de afdeling Wetgeving echter geen enkele aanvaardbare reden voor het verschil in behandeling dat tot stand komt door het ontworpen artikel 87, eerste lid, 3°, en waarvoor alleen de categorieën van gebruikers van vrijstellingskaarten "professioneel" in aanmerking komen, zoals vastgesteld in het ontworpen artikel 84, § 1, 3° en 4°.[9]

Wat de waarde betreft van de dienst in ruil waarvoor de retributie verschuldigd is, lijkt er immers geen verschil te bestaan tussen de aanvragers van vrijstellingskaarten "professioneel", bedoeld in het ontworpen artikel 87, eerste lid, 3°, enerzijds en de aanvragers, bedoeld in het ontworpen artikel 87, eerste lid, 1°, anderzijds.

Artikel 74 en, in voorkomend geval, artikel 72 van het ontwerp moeten in het licht van die opmerking worden herzien.

[8] Zie het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juni 2013 'betreffende de schoolvervoerplannen' alsook het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 'betreffende de bedrijfsvervoerplannen'.

[9] Het gaat om de personeelsleden van onderwijsinstellingen en van sommige kinderdagverblijven, alsook om de personeelsleden van de politiezones, en bijgevolg om hun respectieve werkgevers.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

Artikel 77

Wat het tweede lid betreft, vraagt de afdeling Wetgeving zich af of artikel 94 van het besluit van de regering van 18 juli 2013 wel van kracht moet blijven.

SLOTOPMERKINGEN

1. Het voorliggende ontwerp bevat geen bepaling waarbij de datum van inwerkingtreding ervan wordt vastgesteld. Het ontwerp zal dus in werking treden de tiende dag na de bekendmaking ervan.[10]

Zoals in de adviesaanvraag wordt aangegeven, past het voorliggende ontwerp evenwel in het kader van de uitvoering van de ordonnantie van 22 januari 2009, zoals laatstelijk gewijzigd bij de ordonnantie van 20 juli 2016 'tot wijziging van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap en van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeersteken'; artikel 18, § 1, van laatstgenoemde ordonnantie luidt als volgt:

"Art. 18. § 1. De hoofdstukken I en II treden in werking op een door de Regering te bepalen datum, en uiterlijk op 1 januari 2017."

Met het oog op de samenhang tussen de datum van inwerkingtreding van de ordonnantie van 20 juli 2016 en die van het voorliggende ontwerpbesluit moet erop toegezien worden dat

− hetzij het voorliggende ontwerpbesluit niet in werking treedt vóór 1 januari 2017, door daarin een uitdrukkelijke bepaling in die zin in te voegen of door de officiële bekendmaking ervan uit te stellen;

− hetzij de hoofdstukken I en II van de ordonnantie van 20 juli 2016 en het voorliggende ontwerpbesluit in werking treden op een datum die aan 1 januari 2017 voorafgaat, door uitvoering te geven aan de machtiging, verleend bij artikel 18, § 1, van die ordonnantie.

In dat laatste geval behoort in de aanhef van het ontwerp eveneens naar de laatstgenoemde bepaling te worden verwezen.

[10] Bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen', artikel 39, derde lid.

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡

2. Aangezien de redactionele kwaliteit van dit ontwerp ernstig te wensen overlaat, verdient het aanbeveling dat de steller van het ontwerp de tekst zorgvuldig naleest.[11]

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON Pierre LIÉNARDY

[11] Zij bijvoorbeeld in de Franse tekst van artikel 1, 2°, van het ontwerp "différents mailles" in plaats van "différentes mailles" en in artikel 38 "un maille".

‡LW-CAJQKBADI-FJIHDMW‡